

**REPUBLIQUE FRANCAISE**

**DEPARTEMENT  
DE L'ISERE**

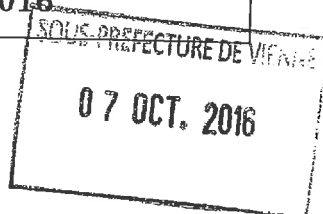
**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA COMMUNE DE JANNEYRIAS**

**N° 2016-035**

**Séance du 28 septembre 2016**

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	En exercice	Qui ont pris part à la Délibération
<b>19</b>	<b>18</b>	<b>16</b>

Date de la convocation : 23 septembre 2016



L'an deux mille seize, le 23 septembre, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Jean-Louis TURMAUD, Maire.

Présents : MM.MMES Jean-Louis TURMAUD, Nathalie ROUBA LOPRETE, Marie RAVET, Roger ALLIGIER, Rémi CROLLE, Françoise SALSINI, Fabienne FERLIN, Magali LABOUREUR, Jean-Paul DEFRANOUX, Jeannette JAKUBOWSKI, Jérôme CROZAT, Thérèse MOLARD, Norbert LECHES ;

Absents excusés: MM. MMES Jean-Paul DIROU, pouvoir à M. Norbert LECHES - Brice SANCHEZ, pouvoir à Mme Magali LABOUREUR – Maria FOURNIER, pouvoir à M. Jérôme CROZAT ;

Absents : M.MMES Cécile RAYMOND, Alexandre NAVARRO

A été nommée secrétaire de séance : Madame Fabienne FERLIN

**OBJET : Révision du PLU**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** la loi du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain,

**Vu** la loi Urbanisme et Habitat du 02 juillet 2003 qui modifie les procédures et le contenu des documents d'urbanisme.

**Vu** la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 (portant engagement national pour l'Environnement) qui a renforcé l'exigence de prise en compte, par les documents d'urbanisme, des objectifs de développement durable

**Vu** la loi n° 2010-874 du 27 juillet 2010 de modernisation de l'agriculture et de la pêche qui a notamment accru l'exigence de préservation des espaces agricoles

**Vu** la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové qui a favorisé la densification en zone urbaine, pour construire là où sont les besoins, lutté contre l'étalement urbain et accompagné le développement de l'habitat léger

**Vu** les articles L.123-6 à L.123-19, R.123-15 à R.123-25, et L.300-2 du code de l'urbanisme

**CONSIDERANT :**

- que le PLU, approuvé le 23 février 2012 et modifié le 13 juin 2012 pose des difficultés d'application et qu'il ne correspond plus aux objectifs d'aménagement et de développement poursuivis par la commune,
- qu'il est donc nécessaire de redéfinir l'affectation des sols dans le cadre d'une réorganisation du territoire communal,
- qu'il y a lieu, à cet effet, de mettre en révision PLU, sur l'ensemble du territoire communal, conformément à l'article L 153-31 et suivants du code de l'urbanisme.

Madame ROUBA LOPRETE, 1<sup>ère</sup> adjointe, déléguée à l'urbanisme, rappelle au conseil municipal, d'une part, les dispositions de la loi du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions, l'Etat ainsi que celles des articles L 151-2 à R 153-20 et L 153-8 du code de l'urbanisme transférant aux communes ainsi qu'aux établissements publics de coopération intercommunale compétents, en concertation avec les communes membres, les compétences en matière d'urbanisme.

Il appartient donc à la commune ou l'EPCI compétent de décider de la révision du plan local d'urbanisme.

D'autre part, conformément à son article 4, la loi du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains oblige les communes à organiser, lors d'une révision du PLU, une concertation avec la population. Il précise que conformément à l'article L 103-2 à 103-6 du code de l'urbanisme, le conseil municipal doit délibérer sur les objectifs poursuivis et sur les modalités d'une concertation associant pendant toute la durée de l'élaboration du projet de révision, les habitants, les associations, etc.

Afin d'envisager une définition de l'affectation des sols et une organisation cohérente de l'espace communal, il y a lieu de réviser le Plan Local d'Urbanisme sur l'ensemble du territoire communal, conformément aux articles L. 123-6 à L. 123-19 et R 123-15 à R. 123-25 du code de l'urbanisme.

Le Conseil Municipal ouï cet exposé, et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

#### **DECIDE**

- de prescrire la révision sur l'ensemble du territoire communal du Plan Local d'Urbanisme, conformément aux dispositions des articles L 153-31 à L 153-35 du code de l'urbanisme ;
- d'exercer si nécessaire la faculté d'opposer un sursis à statuer, selon les formes et conditions édictées par l'article L 123-6 du code de l'urbanisme ;
- de lancer la concertation préalable prévue par l'article L300-2 du code de l'urbanisme pendant toute la durée des études et jusqu'à l'arrêt du projet de révision du PLU.

#### **DIT**

- que, par le biais de la révision de ce document, les objectifs poursuivis par la commune sont :
  - ✓ Mise en conformité du document avec les dispositions des lois Grenelles 1 et E.N.E (Grenelle 2) ;
  - ✓ Prise en compte des évolutions du contexte réglementaire notamment avec la mise en compatibilité des schémas intercommunaux : Schéma de Cohérence territoriale, actuellement en révision. L'objectif est clair et l'échéance est proche, le SCOT de la Boucle du Rhône en Dauphiné devra être « grenelle compatible » à l'échéance 2017 ;
  - ✓ Mettre des actions en faveur de la densification, de la cohérence et du développement durable du territoire ;
  - ✓ Approfondir la construction maîtrisée des logements en favorisant le renouvellement urbain ;
  - ✓ Intégrer de nouveaux projets urbains ;
  - ✓ Favoriser les aménagements nécessaires à un développement économique équilibré ;
  - ✓ Valoriser les espaces naturels sur le territoire ;

- ✓ Réviser le zonage et le règlement.
- Que la concertation sera mise en œuvre selon les modalités suivantes :
  - ✓ Information dans le bulletin municipal de la commune, et/ou dans des bulletins d'information ;
  - ✓ Publication sur le site internet de la commune ;
  - ✓ Organisation de deux réunions publiques pendant la durée de la révision ;
  - ✓ Organisation d'un débat au sein du conseil municipal sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) de la commune conformément à l'article L123-9 du Code de l'Urbanisme, au plus tard deux mois avant l'examen du projet de révision ;
  - ✓ Les associations locales d'usagers agréées dans les conditions fixées par le Décret du Conseil d'Etat, en application de l'article L121-5 du Code de l'Urbanisme, seront consultées, à leur demande, sur le projet de révision du PLU ;
  - ✓ Monsieur le Maire peut recevoir l'avis de tous organismes ou associations, compétents en matière d'aménagement du territoire, d'urbanisme, d'environnement, d'architecte, et de déplacement ;
  - ✓ Le bilan de la concertation sera présenté par Monsieur le Maire au Conseil Municipal, en application de l'article R123-18 et l'alinéa 6 de l'article L300-2 du Code de l'urbanisme. Le bilan de la concertation puis l'arrêt du projet peuvent se réaliser simultanément lors de la même séance du conseil municipal.
- Que l'Etat et les autres personnes publiques, qui en auront fait la demande, conformément aux articles L132-20 et L132-11 du Code de l'Urbanisme, seront associés à la révision du PLU, lors de réunions d'études qui auront lieu notamment : avant que le projet de révision de PLU ne soit arrêté par le Conseil Municipal, et, en tant que besoin, lorsque le Maire le jugera utile

#### **AUTORISE Monsieur le Maire**

- A engager une consultation de bureaux d'études en urbanisme, afin de confier, au mieux disant d'entre eux, les études de révision du Plan Local d'Urbanisme ;
- A signer tout contrat, avenant ou convention de prestations ou de services nécessaires à ces études et procédures de révision du PLU. ;

**DIT** que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes à la révision du PLU seront inscrits au budget ;

**DEMANDE à Monsieur le Maire** de solliciter l'Etat, conformément aux dispositions de l'article L121-7 du Code de l'Urbanisme, pour qu'une dotation soit allouée à la Commune afin de compenser en partie les frais matériels et d'études nécessaires à l'élaboration du PLU, ainsi que l'aide financière du Conseil Départemental ;

**AUTORISE Monsieur le Maire** à signer tous actes aux effets ci-dessus

Conformément à l'article L123-6 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération sera notifiée :

- à Monsieur le Préfet de l'Isère,
- à Monsieur le Président du Conseil Régional,
- à Monsieur le Président du Conseil Départemental,
- à Monsieur le Président du SYMBORD, (Syndicat Mixte de la BOucle du Rhône en Dauphiné)
- à Monsieur le Président de la Communauté de Communes Porte Dauphinoise de Lyon Saint Exupéry,
- aux Présidents de la Chambre de Commerce et d'Industrie, de la Chambre des Métiers, et de la Chambre d'Agriculture,
- aux Maires des communes limitrophes :
  - ✓ Charvieu Chavagneux
  - ✓ Villette d'Anthon
  - ✓ Anthon
  - ✓ Pusignan
  - ✓ Colombier Saugnieu
- A Monsieur le Président de la CCEL (Communauté de Communes de l'Est Lyonnais)

Conformément à l'article R.123-25 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie durant un mois, mention en sera faite dans un journal diffusé dans le département

Ainsi fait et délibéré à Janneyrias les jours, mois et an que dessus.

Pour expédition conforme.

**Le Maire**

**Jean-Louis TURMAUD**

